

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 30 avril 1970

La séance est ouverte à 2 heures.

QUESTIONS ORALES

AFFAIRES EXTÉRIEURES

CAMBODGE—LA CONSULTATION DU CANADA PAR LES ÉTATS-UNIS QUANT À L'AIDE AMÉRICAINNE

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'avais une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'idée ne me serait pas venue qu'il juge nécessaire pour lui de se trouver dans le Québec aujourd'hui.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: En conséquence, je pourrais peut-être adresser ma question au premier ministre, mais voici le ministre qui arrive.

M. Baldwin: The late Mr. Sharp.

L'hon. M. Stanfield: Je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question sur le Cambodge. Étant donné les présumées relations particulières entre nos deux pays et le fait que le Canada est membre de la Commission internationale de contrôle en Indochine, peut-il nous dire s'il y a eu consultation avec le gouvernement du Canada avant l'annonce faite par le président Nixon hier au sujet de l'aide aérienne et technique des États-Unis au Cambodge?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme le chef de l'opposition le sait, le gouvernement du Cambodge a demandé à la Commission internationale de contrôle de quitter le pays. La réponse à sa question directe, c'est qu'il n'y a pas eu consultation.

LE CAMBODGE—LA REMISE EN ACTIVITÉ DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CON- TRÔLE ET LA CONVOCATION D'UNE NOU- VELLE CONFÉRENCE À GENÈVE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il dire à la Chambre à quel point sont rendues les négo-

ciations actives qui, d'après ce que le premier ministre a affirmé à la Chambre le 17 avril, seraient en cours avec les autres membres de la Commission, soit l'Inde et la Pologne?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons eu des consultations, non seulement avec les membres de la Commission internationale de contrôle mais au cours de ma visite en France, le ministre des Affaires étrangères, M. Schumann, a discuté la possibilité de convoquer une nouvelle conférence à Genève ou de tenir une réunion de tous les pays intéressés. Nous en avons parlé au gouvernement britannique. Nous avons eu aussi des consultations avec d'autres gouvernements, afin de voir comment nous pourrions jouer un rôle utile. Nous avons clairement fait comprendre à propos de la Commission internationale de contrôle que nous n'étions pas disposés à retourner au Cambodge, si on nous le demandait, à moins que toutes les parties ne s'entendent au sujet des fonctions de la Commission internationale de contrôle. Nous ne voyons absolument pas pourquoi nous retournerions à l'activité futile à laquelle nous nous livrions avant que les Cambodgiens nous demandent de vider les lieux.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire où en sont les négociations au sujet d'une nouvelle conférence de Genève? Quelles sont les chances de la tenue d'une telle conférence?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que les perspectives soient favorables à l'heure actuelle. Les principaux pays intéressés ne s'entendent pas sur la convocation d'une telle conférence. Des propositions ont été avancées à titre d'essai, mais l'unanimité ne s'est évidemment pas encore faite.

LA PROPAGATION DES HOSTILITÉS DANS LE SUD-EST ASIATIQUE—LES INSTANCES AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS—L'ARTICLE DE L'ONU

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur? Vu l'inquiétude que l'on ressent au Canada au sujet du conflit au Vietnam qui s'intensifiera du fait du déploiement d'une guerre générale dans le